



NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.14/RES/271(XII)/Rev.1  
27 mars 1975

FRANCAIS  
Original : FRANCAIS/  
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Douzième session

Troisième réunion de la Conférence des ministres

Nairobi, 24-28 février 1975

RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES MINISTRES

271(XII). Examen et évaluation des progrès accomplis dans le sens des buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 218(X) du 13 février 1971 et 238(XI) du 22 février 1973 de la Commission, et la résolution 3178(XXVIII) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1971, demandant à tous les intéressés de déployer tous les efforts nécessaires pour faire en sorte que l'examen et l'évaluation, au milieu de la Décennie, des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement, soient préparés et exécutés d'une manière coordonnée et complète,

Notant que l'opération d'examen et d'évaluation ne peut être utilement entreprise que si les résultats et rapports nationaux sont disponibles et que l'opération d'examen et d'évaluation sur le plan national est l'élément déterminant et essentiel de tout l'exercice,

Consciente des nombreuses difficultés que les Etats africains éprouvent pour rassembler ces renseignements,

Notant avec préoccupation que la réaction des Etats membres africains a été jusqu'à présent assez insuffisante, ce qui pose des problèmes considérables aux organisations internationales, dont la Commission économique pour l'Afrique, dans l'exécution de l'opération d'examen et d'évaluation,

1. Invite tous les Etats africains

- i) A renforcer les rouages nationaux pour l'examen et l'évaluation de l'effort de développement;
- ii) A dresser régulièrement et en temps voulu un bilan de l'état d'avancement et des progrès de leur économie dans le cadre défini par leur plan de développement;

- iii) A communiquer ces bilans, ainsi que toute autre information utile au Secrétaire général et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour les aider à assumer leurs fonctions relatives à l'opération d'examen et d'évaluation du milieu de la Décennie et en particulier, pour permettre à la Commission économique pour l'Afrique de jouer son rôle approprié dans cet exercice;

2. Prie le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique d'établir et de diffuser un plan type pour la présentation par les Etats membres des rapports sur les progrès réalisés.

183<sup>e</sup> séance,  
28 février 1975.